



Processus d'inscription dans l'économie de la rue : quelles stratégies de prévention ?

Enquête ethnographique dans le nord de Paris, à Stains, Saint-Ouen et en Seine-Saint-Denis.

Etude qualitative réalisée par :

le Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS)
Malika Amaouche sous la direction de Catherine Reynaud-Maurupt

Financeurs :

Ville de Paris (Mission de prévention des toxicomanies-Direction de l'Action sociale, de l'enfance et de la santé)
Conseil général de la Seine-Saint-Denis (Mission de prévention des conduites à risques)
Préfecture de Paris (Pôle prévention et toxicomanie),
Direction des affaires sanitaires et sociales de Seine-Saint-Denis

Présentation synthétique de l'étude remise en janvier 2010
Rédaction Lydie Desplanques

Problématique, contexte et méthode

Quels sont les processus et les représentations qui amènent des jeunes à entrer, s'inscrire ou sortir de l'économie de la rue ? Dans une population de jeunes subissant les mêmes difficultés sociales, pourquoi certains basculent dans cette « économie », quand d'autres parviennent à l'éviter ?

Quelles réponses mettent en place les acteurs de terrain, quelles difficultés rencontrent-ils ? Quelles stratégies et pratiques préventives peuvent être valorisées et diffusées ?

Ces questionnements sont à l'origine de la présente recherche-action, réalisée par Malika Amaouche (GRVS), et commanditée par un groupe de travail issu du « Plan crack dans le Nord-Est parisien » (2005-2007) qui est coordonné depuis 2008 par le Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU).

Le groupe de travail associe la Mission de prévention des toxicomanies - DASES de la Mairie de Paris, la Mission de prévention des conduites à risques du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, la préfecture de Paris, la DDASS 93, la Mairie de Saint-Ouen, ainsi que des professionnels travaillant dans les 10e, 18e, et 19e arrondissements de Paris et les communes limitrophes de la Seine-Saint-Denis.

La méthode retenue repose sur un travail de terrain ethnographique dans le Nord-Est parisien. Le recueil de données, effectué de septembre 2008 à novembre 2009, est composé de relevés d'observations et d'entretiens approfondis auprès de jeunes (6), mais aussi auprès de parents (5) et de professionnels de proximité (14) du champ éducatif et social, afin de croiser les différents regards.



Intégrer l'économie de la rue, un « moyen de survie » dans un univers hostile

Les six personnes interrogées ont entre 15 et 37 ans, d'origine étrangère, elles sont nées pour la plupart en France. Elles sont ou étaient vendeurs de cannabis, d'héroïne, guetteur, voleur à la tire, détenteur de l'argent d'un trafic.

Questionnées sur les raisons de leur choix d'entrer dans l'économie souterraine, les jeunes et les adultes interrogés évoquent tous un besoin vital : c'est une question de « débrouille », de « survie », « de manger ».

Evidemment si on le fait, c'est qu'on n'a pas le choix. C'est comme si tu es dos au mur et on te demande d'avancer, tu ne peux pas. Tu es obligé de faire face à certaines choses et il y a des choses que tu es obligé de faire, c'est comme ça. C'est obligé, comme tu es obligé d'aller à l'école, comme tu es obligé de boire et de manger et bien voilà. Tu es obligé d'avoir de l'argent, tout le monde le sait, il faut arrêter de prendre les gens pour des cons. [...]

Je ne te parle pas de gagner beaucoup d'argent, je te parle de... hé, les jeunes, quand ils dealent ou quand ils volent, ils n'y vont pas dans le but de devenir Bill Gates, hein ça n'a rien à voir. Ils veulent juste satisfaire leurs besoins, pas plus. (Samir 22/10/2008)

Les parcours de vie montrent que **l'entrée dans l'économie de la rue est favorisée par un ensemble d'éléments qui se renforcent mutuellement** :

- l'échec scolaire, l'exclusion d'un établissement qui peut s'accompagner parfois d'une longue attente avant une nouvelle affectation, une difficulté à s'adapter au nouvel établissement ;
- des difficultés familiales, avec parfois l'injonction de trouver de l'argent qui peut peser sur les épaules d'adolescents (les jeunes rencontrés sont pour la plupart les aînés de leur famille), et/ou une absence des parents et/ou des carences éducatives et affectives ;
- les possibilités concrètes de pratiquer l'économie souterraine (réseau, trafic en bas de la cité, charisme personnel ou position dans un groupe) ;
- les dynamiques de groupe (sentiment d'appartenance, pression du groupe...) ;
- l'absence de perspectives liée à la situation sociale.

Ensuite, le subtil jeu de services à rendre et de solidarité propre à l'économie de la rue peut enliser un jeune dans l'illégalité, notamment quand il se trouve contraint par une dette matérielle ou symbolique. La rencontre avec une clientèle, une certaine ingéniosité pour se maintenir dans le trafic, une niche et les gains rapportés peuvent achever d'inscrire durablement un jeune dans le trafic.

Sortir de l'économie de la rue

Les parcours de vie étudiés soulignent plusieurs éléments qui peuvent aider un jeune à en sortir :

- la diversité de centres d'intérêts et d'activités, tels que le maintien dans la scolarité, un emploi, des activités sportives ou culturelles (chez certains la pratique d'un sport fort en émotion peut compenser l'effet « adrénaline » qu'ils trouvent dans les activités illicites) ;
- des relations sociales structurantes en dehors de l'économie de la rue ;
- des adultes présents et structurants.

En somme, des ressources et des possibilités concrètes d'en sortir à travers d'autres moyens de gagner de l'argent et/ou d'autres formes de satisfaction.

Un changement des représentations sur l'argent doit aussi intervenir.

Comme on dit, l'argent, c'est bien mais le respect, c'est mieux. C'est-à-dire qu'avec ton argent, il y a des choses que tu ne pourras pas acheter. Tu ne peux pas acheter un cœur de quelqu'un, l'amitié, l'amour, tu ne peux pas. Ça ne s'achète pas avec de l'argent. [...] Parce que c'est bien de se démerder tout seul mais un homme, un vrai, ce n'est pas celui qui ramène deux, trois, dix milles euros par jour, à la maison, un truc comme ça.

[...]

Je pouvais arrêter du jour au lendemain. Dès que je savais que j'avais les stups derrière moi, derrière mes parents, derrière tout le monde. Je fermais la boutique. Je savais le faire ça. Et j'allais au boulot et pendant six mois. (Aman 5/08/2009)

L'économie de la rue, source de satisfactions et de leures

L'économie de la rue peut apporter **des satisfactions matérielles et symboliques** immédiates à des jeunes qui cumulent des échecs. Elle peut procurer des sensations fortes, une reconnaissance dans un groupe et permet d'acquérir des « savoirs pratiques » (par exemple savoir entretenir des relations sociales et commerciales). Elle se voit parfois auréolée d'une capacité à maintenir la paix sociale dans un quartier.

Pour la plupart, **les trafics sont peu lucratifs**, d'une part parce qu'ils rapportent rarement sur la durée de gros profits, d'autre part parce que d'autres personnes vont bénéficier des gains (familles, autres complices, frais d'avocat, mandats lors des séjours en prison, etc.).

Par ailleurs, la vie des jeunes impliqués dans cette économie est fréquemment marquée par des allers et retours en prison, avec ce que cela suppose de précarité et de désaffiliation sociale.

Si certains affirment ne plus craindre ni la police ni la prison, pratiquer une activité illégale génère tout de même une grande angoisse, en lien avec un climat général de rivalités et d'insécurité.

Tu vois, le soir quand on dort, on se dit mais est-ce que je vais atteindre mes trente ans déjà. Est-ce que je ne vais pas être victime de quelque chose, gratuit, comme ça. Est-ce que demain, quand je vais sortir, ma mère ne va pas être victime d'une balle perdue ? (Samir, 22/10/2008)

Je n'étais pas conscient que je pouvais leur [aux autres jeunes] montrer un mauvais exemple puisque ça se passait toujours bien. Dans le sens où, voilà, c'était normal. Une vie normale. Jusqu'à ce que cela en devienne normal. C'est là que je me suis rendu compte et je me suis dit comment ça se fait, cette vie-là, où tu es en stress, tu ne sais pas si tu vas te faire débarquer chez toi. Il faut trouver des planques sans cesse, changer ton fonctionnement, changer les trajectoires. Il y a cent milles trucs à... Le téléphone, je ne t'en parle même pas. (Aman 5/08/ 2009)

L'argent, valeur ultime dans un environnement social perçu comme injuste et dépourvu de perspectives

Les jeunes et adultes engagés dans l'économie de la rue fustigent la société française comme un système fondé sur l'injustice sociale, la relégation et la discrimination.

Ils décrivent un cumul de discriminations du fait d'être issus de l'immigration, d'habiter dans un quartier populaire (sentiment d'y avoir été « *parqués* » par l'Etat), de ne vivre leur scolarité qu'à travers l'échec et l'exclusion.

Cette critique sociale et politique justifie et légitime à leurs yeux l'économie de la rue.

Leur discours s'oriente parfois vers un choix de vie assumé, pour de ne pas « *se faire avoir par le système* » qui maintient les plus pauvres dans leur condition.

La plupart partagent le sentiment de ne pas être accompagnés vers l'âge adulte et souffrent d'un déficit de confiance dans l'avenir. Ils considèrent que leurs chances de s'enrichir, d'exercer un métier valorisant, d'accéder à la propriété, de fonder une famille, ou même de survivre, sont très minces. Les conditions de vie et de travail ouvrier de leurs parents sont pour eux synonymes de résignation et d'humiliation.

Dans cette vision des choses, l'argent est perçu comme la seule valeur reconnue par notre société et l'unique moyen pour effacer les inégalités. Ils ne pensent pas y avoir accès par l'école ou le travail, accusé de procurer des salaires trop bas, lorsqu'il est accessible.

Mais nous, on ne se projette pas dans l'avenir, on n'a pas de perspective d'avenir. Tu veux qu'on se projette comment ? On ne se projette nulle part nous. Quel avenir on a ? On n'a pas eu d'enfance, comment veux-tu qu'on pense à avoir une vie d'adulte ? On n'a pas été aidé nous. Nous, on est né avec rien. Nous, on est né et à notre naissance, on nous a dit : « Et bien tiens, débrouille-toi. Voilà, tu vas manger et boire jusqu'à tant et à partir de là, il faut que tu fasses quelque chose de ta vie... »

[...]

Surtout que depuis qu'on est petit, on nous baratine avec « liberté, égalité, fraternité » mais il n'y a rien de tout ça. On est libre de faire quoi ? De zoner dans le quartier ? Même quand on va se promener à Paris, sans argent, on se fait contrôler sans arrêt : « vous faites quoi ici ? Vous n'êtes pas chez vous ! » Ils nous font ressentir qu'on n'est pas chez nous. [...] On vit dans un nouveau système de racisme. Le racisme, ce n'est pas la couleur, le visage ou quoi que ce soit : c'est la situation sociale. On est raciste du pauvre, on n'aime pas le pauvre. [...] A partir de là, chacun fait ce qu'il a à faire, comme je te l'ai dit et répété. On vit dans un Etat de... On est délaissé. On est délaissé. Même ici, on voit qu'entre les gens, quand ils grandissent, on voit que c'est l'argent qui règne. Même entre nous, c'est l'argent qui règne. Le respect, c'est celui qui a le plus d'argent. On va mieux parler à celui qui a le plus d'argent. C'est toujours l'argent. Tout revient toujours à l'argent. On vit dans une société de consommation et pour consommer, il faut avoir de l'argent. (Samir 22/10/2008)

Les institutions sont vivement critiquées par ces jeunes et adultes engagés dans l'économie de la rue. L'Etat est désigné comme le principal responsable de leurs difficultés : mauvaise gestion de l'argent public, pénalisation des plus pauvres, construction de cités ghettos... Tous dénoncent une organisation voulue de leur relégation sociale. En outre, l'Etat profiterait de l'argent du trafic de drogue pour renflouer ses caisses et empêcher les gens de se rebeller.

La Justice est associée aux idées de corruption, de justice à deux vitesses, d'injustice sociale, de raison des plus puissants. La prison n'est pas perçue comme dissuasive au regard de la souffrance causée par la pauvreté.

Les rapports difficiles avec les forces de l'ordre (multiples contrôles d'identité, présence excessive des agents, abus d'autorité...) ne sont pas considérés comme un problème spécifique en soi, mais comme une donnée parmi d'autres de leurs mauvaises conditions de vie (logements inconfortable, peu de travail, absence de perspective).

Le système scolaire est ressenti comme un instrument de leur disqualification sociale. S'ils sont allés jusqu'au baccalauréat, ils ont subi de mauvaises orientations, souvent du fait de leur comportement, vers des filières qu'ils n'ont pas choisies. Au final, ils ne trouvent pas d'emploi du fait de cette formation subie, de leur peu de motivation et de leur inadéquation au marché du travail.

On vit dans un monde difficile et moi, je dis que tout est calculé. Il y a précalculé et précalculé, le fait d'avoir mis [la drogue] dans les quartiers, c'est fait exprès, c'est comme les prisons, s'il n'y a pas de délinquants, il n'y a pas de prisons. On pousse les gens à faire des conneries pour pouvoir faire un quota pour amasser plus. Pour moi, l'argent de l'Etat, l'argent du contribuable, c'est aussi l'argent de tout délit, du business. [...] Donc il n'y a pas de blanchiment et l'argent du contribuable plus les impôts, plus les cigarettes, les délits, les saisies et tout ça, ça revient dans les caisses de l'Etat. L'Etat c'est la première mafia.

[...]

On nous dit : « Si tu te conduis bien, plus tard ça va marcher pour toi », alors que ce n'est pas vrai [...] Avec un bac pro, les profs nous disent qu'on va trouver du travail alors que c'est faux mais quand on leur dit qu'on veut être artiste, ils nous découragent. [...] Le personnel éducatif manque de proximité avec les élèves, c'est pour cela que les jeunes ne s'y retrouvent pas. [...] On m'a orienté en bac pro parce que je foutais le bordel. C'est en dehors de l'école que j'ai appris l'histoire de la colonisation et de l'esclavage. (Ibrahim, novembre 2008)

Les attitudes des parents : entre condamnation, déni ou cautionnement

L'enquête révèle **des portraits de parents ou de proches qui peinent à se positionner par rapport à l'économie de la rue** :

Leïla s'évertue à travers maints efforts et démarches à ce que son fils aîné, Lounès, ne s'enfonce dans l'illégalité et dans la marginalité. En vain.

Valérie, dans le déni que ses fils de 16 et 17 ans puissent participer à l'économie de la rue et qui en même temps voudrait les sortir du quartier, montre toutes ses difficultés à les élever et à leur proposer des alternatives.

Et Maria souffre de vivre avec un ancien braqueur tenaillé par le désir de gagner de l'argent rapidement et invariablement insatisfait de sa situation.

Dans tous les cas, que les familles condamnent les activités illégales ou qu'elles les cautionnent, elles ne sont jamais complètement satisfaites de ces situations. L'analyse du contexte familial, social, scolaire et affectif des

jeunes et des difficultés de tous ordres de leurs parents jonglant avec leurs propres ennuis personnels et sociaux, permet de montrer que **lorsqu'un jeune est dans la délinquance, c'est tout son environnement qui est en souffrance**.

Pistes à explorer

D'après les entretiens réalisés avec les jeunes

- les expériences associatives menées par des personnes sorties de l'économie de la rue montrent que l'esprit de solidarité, de camaraderie, les systèmes de don/contre-don (« service à rendre ») peuvent trouver à se réinvestir dans des activités légales visant le bien des autres ;
- certains des jeunes engagés dans l'économie de la rue développent des « savoirs pratiques » (capacités commerciales, managériales, sociales, capacités à mémoriser et à anticiper...) qui devraient pouvoir se concrétiser dans des activités légales ;
- les jeunes demandent à être accompagnés lors de leurs études (augmentation des bourses, meilleure orientation), pour obtenir le permis et pour accéder aux structures sportives et culturelles.

D'après les entretiens réalisés avec les parents

- les liens entre les institutions devraient être améliorés ; les associations pour la jeunesse ont un rôle important à jouer comme médiateurs avec d'autres institutions comme l'Aide sociale à l'enfance, la Protection judiciaire de la jeunesse ou l'Education nationale ;
- il est important de restaurer la confiance des parents dans leur rôle éducatif et de les soutenir (par exemple en créant des groupes de parole dédiés aux parents), en ciblant tout spécialement les mères en difficulté avec leurs fils (entre 11 et 18 ans) ;
- les dispositifs d'insertion (ex: régie de quartier...) peuvent être un moyen de faire un retour vers l'emploi et d'élargir son réseau social, tant pour les jeunes que pour leurs parents.

Désarroi ou sentiment d'impuissance de la part des professionnels

Les représentations des professionnels sur les raisons d'intégrer l'économie de la rue peuvent être classées en deux familles :

- des explications de type individuel : le jeune « sait ce qu'il fait », a « fait un choix », peut être perçu comme une sorte de héros rebelle à la société normative, ou encore comme une « figure » éventuellement atteinte de troubles psychologiques (« grand pervers », « manipulateur », « séducteur », « de victime, il est devenu bourreau »)
- des explications de type sociétal : difficultés scolaires, pauvreté, chômage, problèmes de logement, familles monoparentales, etc.

« L'appât du gain » et l'opportunité d'obtenir de l'argent rapidement apparaissent souvent aux professionnels comme une concurrence directe aux actions qu'ils peuvent proposer aux jeunes.

Certains considèrent que devant le peu de ressources et d'opportunités offertes aux jeunes des quartiers pauvres, le trafic (de drogues par exemple) peut se présenter comme une « possibilité viable ». D'autres pensent que les jeunes ont tendance à « fanfaronner » à propos de l'argent qu'ils gagnent (des travaux de recherche témoignent de ce que les gains sont bien souvent modestes), cependant la richesse fantasmée que procurerait l'économie de la rue semble avoir un réel impact sur ces jeunes.

Certains professionnels estiment que les jeunes inscrits dans l'économie de la rue échappent à leur champ de compétences et font parfois preuve d'un certain fatalisme, ayant le sentiment que ces jeunes ne sont pas « récupérables » ou qu'ils n'ont pas besoin d'insertion ou de soutien éducatif puisqu'ils gagnent « beaucoup d'argent ».

D'autres, au contraire, essayent d'agir en inscrivant les actes délinquants « dans une perspective plus large ». Ils affirment ne pas vouloir se « focaliser » précisément sur ces actes et souhaitent comprendre la situation du jeune dans toutes ses autres dimensions sociales. Le but revendiqué est alors d'amener les jeunes vers d'autres activités en développant d'autres intérêts. Ces professionnels considèrent que, pour la plupart des jeunes, ce peut n'être « qu'un moment » de leur vie, et qu'ils pourront se stabiliser plus tard et s'insérer dans la société normée entre 25 et 30 ans.

Le trafic a toujours existé, mais la criminologie ce n'est pas mon métier. Le trafic dépend de l'offre et de la demande. La question des trafics ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse, c'est que ce sont des freins à la socialisation. On sait comment ça marche. (éducateur, association de prévention, octobre 2008)

Nous, on entend plein de choses, on voit plein de choses mais avec ça, nous, on ne peut rien faire, tant que les personnes ne viennent pas nous voir. [...] Après, quand tu veux sortir du business, tant que ça ne viendra pas de toi, tu n'en sortiras pas. [...] Moi, franchement, je n'ai jamais convaincu un mec qui gagne mon salaire en une journée à aller bosser pour gagner ce salaire, enfin même pas ce salaire. (éducateur, association de prévention, juillet 2009)

C'est vrai qu'un gamin qui sort de taule, il est déjà stigmatisé, donc c'est compliqué de rentrer dans le travail. Le gamin qui n'a rien foutu pendant des années et qui a obtenu les possibilités de vie par l'économie parallèle... Ce n'est pas évident. La position générale d'une société qui condamne, mais qui ne fait que condamner, tout en lui laissant faire. On condamne la consommation de drogue, on condamne le trafic, on condamne les gamins qui vendent mais en attendant, je suis désolé mais je ne vois pas de changement, mis à part la condamnation et les gamins qui tombent. [...] Et les gamins le savent ça, qu'ils vont avoir la « case prison ». Il n'y a pas de réponse, c'est une vraie difficulté. C'est par eux-mêmes, par des chutes, de la souffrance, qu'ils vont se décider d'en sortir. (cadre d'une association de prévention, juin 2009)

L'absence d'un référentiel partagé par les professionnels amène une pluralité de stratégies éducatives

Toutes ces représentations personnelles influencent directement la façon dont les professionnels se positionnent par rapport aux jeunes et les actions qu'ils entreprennent.

L'intervenant en prise avec l'économie de la rue perçoit mal son champ d'action et ses limites, probablement du fait de l'illégalité de ces pratiques. Il n'en va pas de même dans le champ des consommations de drogues, car un référentiel sur la réduction des risques légitime les interventions des professionnels (loi de santé publique 2004). Ainsi, les professionnels ne portent pas de jugement de valeur sur la consommation de produits illégaux, mais privilégient l'établissement d'une relation de confiance avec les usagers, dans le but de réduire les risques liés à ces pratiques.

L'absence de cadre clair **amène les acteurs de terrain à adosser leurs stratégies éducatives sur leurs représentations personnelles**. Ainsi des variations existent d'une structure à l'autre, voire d'un professionnel à l'autre au sein d'une structure. Certains développent une approche plus individuelle et psychologisante (accompagnement psycho-éducatif qui va tenter de peser sur le déroulement biographique d'un jeune en soutenant ses « bons choix »), quand d'autres portent un regard plus social et structurel (accompagnement social pour contrebalancer les carences de la société).

Ces stratégies différentielles induisent des positionnements différents, notamment en ce qui concerne les prises de contacts et la démarche « d'aller vers », l'affirmation explicite d'une position sur l'économie de la rue, la perception de leur rôle éducatif et de la « juste distance » à (main)tenir.

L'économie de la rue vient questionner les pratiques des acteurs de terrain :

Comment aller à la rencontre de ces jeunes, gagner leur confiance ?

Comment établir un climat de confiance sans que l'attitude du professionnel soit perçue comme une forme d'acceptation et de « caution » accordée à l'activité de ces jeunes ?

Comment aborder les activités illégales auprès de jeunes qui se sont adressés à une structure pour d'autres raisons (activité, aide, recherche d'emploi...) ?

Comment adopter une position explicite sur le trafic ?

Quel discours de prévention et d'information tenir face à des jeunes qui baignent dans un imaginaire abreuvé d'une culture vantant les mérites de l'économie parallèle et qui tiennent un discours revendicatif concernant le « choix » de l'intégrer ?

Comment respecter la juste distance dans la relation éducative - en particulier pour les éducateurs embauchés justement pour leur proximité avec la population ?

Comment réagir face aux révélations que certains jeunes peuvent faire sur leurs conduites délictueuses ? Quelle est la meilleure façon d'aider le jeune sans lui porter préjudice ?

Les professionnels éprouvent parfois des **réticences à aborder la question du trafic** : certains ne se sentent pas légitimes pour en parler, d'autres estiment ne pas en avoir les compétences, ou se sentent en difficulté avec ceux qui ont franchi un certain degré d'implication dans l'économie de la rue car ils n'ont pas de solution alternative à proposer.

Un travail en réseau nécessaire mais complexe

Les relations tendues avec la police affectent la lisibilité du message de rappel à la loi : les jeunes perçoivent la police comme injuste et les acteurs de prévention peinent à construire un partenariat constructif avec les forces de répression, fondé sur une reconnaissance mutuelle.

Les acteurs de terrain ont d'ailleurs des avis partagés quant aux relations à entretenir, oscillant entre souhait de rapprochement et méfiance, étayée par diverses expériences malheureuses.

Des difficultés apparaissent également avec

- **l'Aide sociale à l'enfance (ASE)**, dont le manque de moyens (nombre de place, ou de structures adaptées) et les délais de prise en charge n'offrent pas une réponse suffisante aux demandes ;
- **l'institution judiciaire**, qui peine à réduire le délai entre le prononcé d'une mesure et sa mise en œuvre, entravant leur rôle de prévention et d'éducation, voire favorisant l'enlèvement d'un jeune dans des conduites délictueuses ;
- **l'institution scolaire**, avec qui un meilleur partenariat devrait être développé pour limiter l'impact des exclusions scolaires. Ces temps de latence ou de vide institutionnel représentent, pour des jeunes qui ont peu ou pas d'activité extrascolaire culturelle ou sportive, des sas d'entrée vers l'économie de la rue.

Préconisations des professionnels

1. Prévenir la déscolarisation. L'accompagnement éducatif des élèves en situation d'exclusion temporaire et/ou définitive est une étape essentielle dans la remobilisation de l'élève et de sa famille. Lorsque l'exclusion est prononcée, il manque des personnels dans l'établissement pour prendre en charge ces élèves, pratiquer « l'exclusion-inclusion », c'est-à-dire donner du sens à la sanction afin de ne pas briser le lien éducatif. Il est souhaitable de développer les actions de partenariat entre acteurs de prévention et Education nationale, à l'instar de certaines associations qui ont mis en place un dispositif d'accueil des élèves exclus temporairement.

2. Développer les passerelles d'insertion et de sortie de l'économie de la rue, notamment via des offres d'emploi, même de courte durée (à travers les chantiers d'insertion, les régies de quartiers, des stages bafa). Ces expériences favorisent un premier contact avec le monde du travail sans trop d'engagement, apportent des compétences, responsabilisent, permettent de prévenir une logique d'enfermement dans l'économie de la rue et réinscrivent le jeune dans une perspective d'insertion professionnelle.

3. Renforcer le travail de rue et dialoguer sur l'économie parallèle. Le travail de rue est l'outil privilégié de rencontre avec les jeunes inscrits dans l'économie de la rue ; il permet de nouer des liens de confiance, de réintroduire une présence adulte « contenante » dans l'espace public, et d'engager un travail avec les groupes

« naturels » (les « bandes ») autour de projets qui valorisent et responsabilisent les jeunes. Il permet également de faire évoluer les représentations sur le trafic, mais aussi de lutter contre la déscolarisation et l'errance. Un des enjeux du dialogue avec les jeunes est de démystifier les soi-disant profits « juteux » des trafics et trouver un point d'accroche pour les amener à réfléchir sur ce qu'ils veulent et peuvent faire.

A côté des techniques d'approche peuvent être développés des débats plus formels (réunions, groupes de parole...), la prévention par les pairs, des partenariats associant l'ensemble des acteurs locaux (notamment dans le cadre des Contrats locaux de sécurité).

4. Soutenir les parents. Développer la médiation familiale, par l'organisation de groupes de parole dédiés aux parents, par l'enrichissement de la formation des éducateurs en thérapie familiale, par des projets de séparation temporaire qui permettent à une famille de souffler (séjours...).

5. Prendre en compte la souffrance psychosociale. Une approche globale permet de prendre en compte les difficultés personnelles, de repérer d'éventuels troubles psychiques et de faciliter leur prise en charge, qui, lorsqu'elle est précoce, constitue « la meilleure prévention possible » (dixit la directrice d'une association). De nombreux récits recueillis pour cette étude font état de jeunes qui présentent des troubles importants jamais pris en charge.

6. Soutenir les plus jeunes. Si le trafic de drogue peut fasciner les plus jeunes (plusieurs professionnels disent avoir vu des enfants de cinq ans « jouer à vendre de la drogue » comme d'autres jouent à « la marchande »), ce peut être aussi pour eux l'objet d'une véritable inquiétude, voire d'angoisse. Certains se trouvaient impliqués dans des trafics malgré eux.

Conclusion et perspectives

Les difficultés rencontrées par certains professionnels, comme l'absence d'un référentiel commun sur la prévention de l'économie de la rue et la difficulté de travailler en réseau, affectent différentes dimensions du travail d'accompagnement et de la relation éducative.

L'élaboration et la diffusion d'un référentiel dans l'ensemble des structures dédiées à la jeunesse dans ces quartiers permettraient d'harmoniser les positionnements professionnels et de faciliter le choix d'une stratégie préventive.

D'autre part, les jeunes enquêtés se sentent dans l'obligation de justifier une pratique qu'ils appréhendent, dans le fond, comme immorale et dont ils cernent rapidement les dommages et les limites en termes de développement social personnel. Ceci constitue un point d'accroche sur lequel un travail éducatif pourrait s'appuyer.

Aujourd'hui des professionnels développent des pratiques et des outils pour la prévention de l'économie de la rue, sans qu'il s'agisse de programmes spécifiques, mais plutôt d'un faisceau d'actions.

Certaines pistes de travail préconisées par les professionnels visent à limiter les facteurs qui favorisent l'entrée dans l'économie de la rue, d'autres priorisent le fait de sortir de son milieu et de faire d'autres expériences.

Elles peuvent servir de base pour réfléchir à un dispositif de prévention de l'économie de la rue et un discours commun, qu'il faudra naturellement concevoir de concert avec les acteurs.